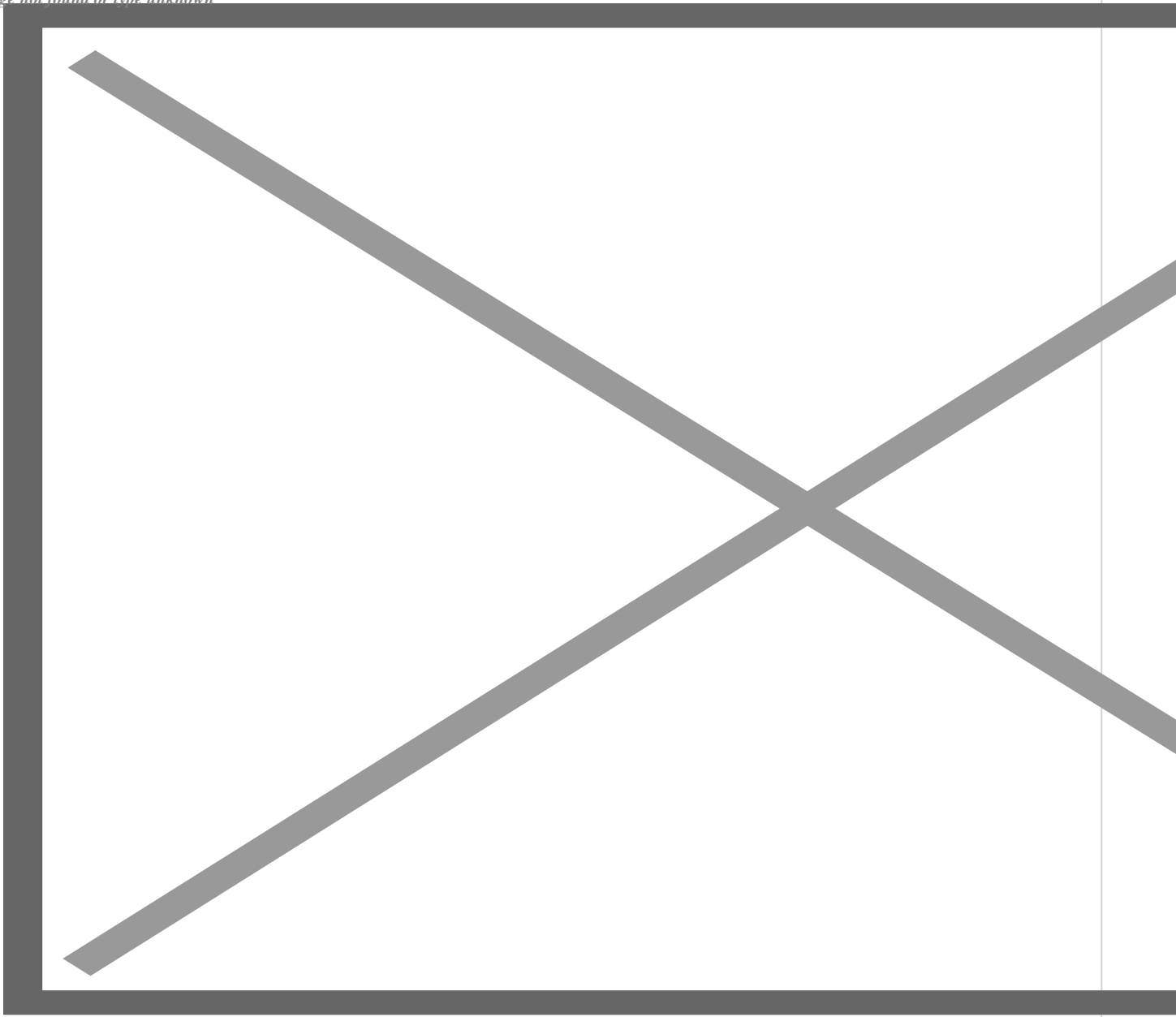


L'escalade de la violence dans le conflit israélo-palestinien

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

La communauté internationale observe avec inquiétude l'escalade de la violence dans le conflit israélo-palestinien, l'un des plus longs et des plus sanglants du Moyen-Orient, sans qu'aucune solution immédiate ne soit en vue.

Les pertes sont lourdes des deux côtés, suite à l'offensive du HAMAS, le Mouvement de résistance islamique, contre Israël et aux attaques sionistes sur la bande de Gaza, qui est soumise à un blocus depuis 2007 par le régime de Tel-Aviv et qui a laissé quelque deux millions de Palestiniens isolés.

Les gouvernements du monde entier appellent à une solution globale, juste et durable à ce conflit vieux de plusieurs décennies, qui a conduit à l'expulsion de millions de Palestiniens de leur terre et à une tragédie humanitaire.

Cette année a été marquée par une grande violence dans la région. La tension toujours latente a été exacerbée par le raid militaire sioniste sur Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée, en février dernier, et par l'attaque, début avril, de la mosquée Al Aqsa, à Jérusalem, pendant le mois de Ramadan.

Aujourd'hui, les affrontements entre les deux parties ont durci le conflit et compliqué la situation, dont la solution s'est toujours heurtée au refus de Tel-Aviv de restituer aux Palestiniens les territoires qu'il leur a pris.

Au contraire, le régime sioniste a encouragé l'implantation de colons israéliens en Cisjordanie occupée, qu'il a annexée en 1967 avec la bande de Gaza et Jérusalem-Est.

En vertu du droit international, cette politique de colonisation est illégale et condamnée par la communauté internationale. Cependant, elle a été pratiquée par toutes les administrations israéliennes, mais l'actuel Premier ministre Benjamin Netanyahu l'a renforcée.

Dans un rapport de juin 2022, les experts des Nations unies en matière de droits de l'homme affirment que la fin de l'occupation des territoires palestiniens par Tel-Aviv est essentielle pour mettre un terme au cycle persistant de la violence et au conflit prolongé.

Un autre point de discorde est Jérusalem, qui est considérée comme une ville sainte pour le judaïsme, le catholicisme et l'islam, et qui est disputée par les deux parties. Les Palestiniens considèrent Jérusalem-Est comme la capitale de leur futur État indépendant, qui devrait être formé selon les frontières d'avant juin 1967, avant la guerre dite des Six Jours, ce qu'Israël rejette.

Plus de 70 % des États membres des Nations unies reconnaissent la Palestine comme un État. En 2012, elle s'est vu accorder le statut d'observateur non membre de l'ONU et a été admise la même année comme membre de l'UNESCO, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

Cependant, Israël persiste à violer le droit des Palestiniens à leur terre et a intensifié la répression à l'encontre du peuple palestinien. L'année dernière, les forces d'occupation israéliennes ont tué plus de 150 Palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

La perspective d'une paix durable entre les deux parties semble de plus en plus lointaine, d'autant plus que le gouvernement israélien actuel a une forte tendance à l'extrême droite, ce qui laisse présager une augmentation de la violence et des tensions.



Radio Habana Cuba